



LES CLEFS DE LA SEMAINE

12 novembre 2024

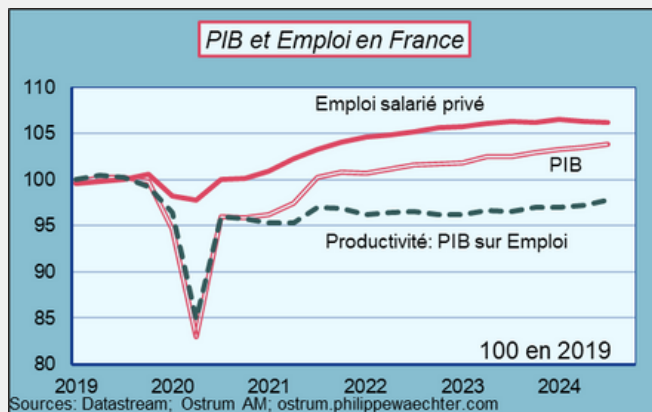
N'ayant pas pu publier la semaine dernière, vous avez un numéro double cette semaine.



- Donald Trump, le rapport de force et l'imprédictibilité, Pages 2
- Donald Trump, la Fed et les cryptomonnaies, Pages 3 et 4
- L'actu de la semaine (autour des élections US et le prix de l'électricité, Page 5
- Croissance et Inflation en Europe, Page 6
- Emploi américain, taux d'épargne américain et cycle chinois, Page 7
- Emploi en France, ISM, Production Industrielle en zone Euro, consommation en Zone Euro, Page 8
- Neuf millions de pauvres, un chiffre exagéré, Page 9
- Paris : moins de voies dans le centre, plus de pollution sur le périphérique, Page 10
- La population mondiale, Page 11
- Élections américaines : Trump menace de faire reculer les lois environnementales américaines et d'inverser les progrès en matière de climat., Page 12
- Les émissions de carbone augmentent désormais plus rapidement qu'avant la pandémie, Page 13
- À l'approche de l'élection présidentielle de 2024, Trump et Harris présentent leurs arguments finaux à leurs principaux partisans, Page 14
- Si Trump gagne!!!, Page 15
- Transition écologique : l'UE face au défi des métaux critiques, Page 16

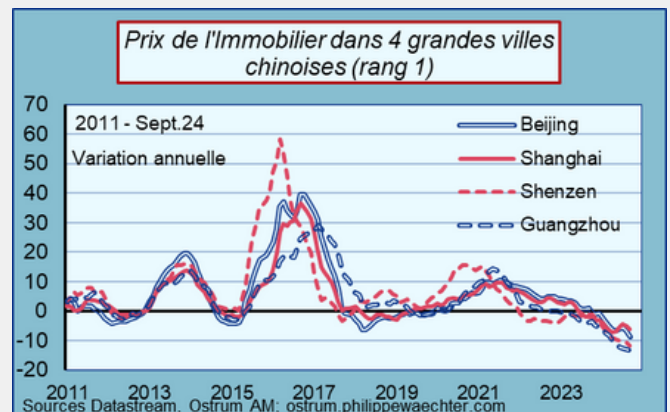
Le graphe qui me plait ou me préoccupe cette semaine:

L'emploi se replie marginalement depuis le printemps en France. Cela améliore la productivité mais les enquêtes suggèrent un ajustement plus long qui pourrait pénaliser le consommateur.



A suivre cette semaine

Indicateurs sur l'immobilier chinois en octobre. On disposera des prix des logements. On ne s'attend pas à ce que les mesures prises en septembre aient déjà un impact.





La question de la semaine - 6 novembre 2024

Donald Trump, le rapport de force et l'imprédictibilité

Donald Trump a gagné et dispose désormais d'un pouvoir considérable puisqu'il a été plébiscité par les Américains, il est à la Maison-Blanche, il détient le Sénat, est majoritaire à la Cour Suprême et il disposera probablement aussi de la majorité à la Chambre des Représentants.

Sa capacité à gouverner sans contrepartie est considérable. En outre, il dispose d'un avantage supplémentaire par rapport à 2016 puisque ses collaborateurs actuels lui sont tous redevables, alors qu'à l'époque beaucoup venaient de la présidence de G. Bush Junior.

Cependant, au milieu des années 1980, on notait que Gorbatchev disposait de tous les pouvoirs, mais cela n'a pas permis de sauver l'URSS. Autrement dit, le pouvoir sans contrepartie n'est pas un gage de réussite.

Qu'est ce que cela change ?

Après la Seconde Guerre mondiale, les institutions mises en place ont eu pour objet de ne pas refaire les erreurs de la première partie du 20^e siècle. Elles doivent permettre de définir des règles communes qui profiteront à l'intérêt collectif. L'intégration de la Chine et la dynamique de la globalisation se sont inscrites dans cet intérêt commun. La multiplication des échanges a dépassé la conflictualité politique.

Des divergences ont commencé d'apparaître un peu avant la pandémie avec l'irruption de déséquilibres engendrés par cette globalisation. Cela a reflété principalement la maturité économique et politique de la Chine, sa capacité d'innovation et la remise en cause de la puissance américaine.

L'exemple chinois a montré que le chemin sur une autre route était possible. Poutine, Orban ou encore Erdogan s'y sont engouffrés, mettant en avant les rapports de force plutôt que le respect des règles. Dès lors, la dynamique collective est affaiblie.

Les Etats-Unis apparaissent, avec les Européens, comme les garants des règles initiales en considérant que le modèle démocratique et de marché qu'ils portaient, était la référence vers laquelle il fallait tendre.

* * *

L'arrivée de Trump rebat les cartes. Les alliances comme l'OTAN sont fragilisées et la remise en cause de l'intégrité territoriale sont des sources d'inquiétude. Le rapport de force gagne les Etats-Unis dans ses rapports avec le reste du monde. La politique américaine pourrait devenir imprédictible.

Pour le nouveau président américain, les règles qui prévaudront seront celles portées par l'Amérique. Cela est explicite dans la remise en cause des mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique et dans le souhait de forer encore et toujours plus d'énergies fossiles, en contradiction avec la convergence vers la neutralité carbone.

Autrement dit, en l'espace d'une dizaine d'années, les règles communes et le choix de l'intérêt collectif, qui avaient permis la longue période de croissance, sont franchement écartées.

Trump fait basculer l'équilibre vers l'imprédictible.

Pour l'Europe ?

Le chacun pour soi dessiné par le programme de Donald Trump aura au moins deux conséquences majeures pour les Européens.

La première est l'impact de la hausse des tarifs douaniers que Trump a promis lors de son arrivée à la Maison-Blanche : 10 à 20 % pour tous et 60 % pour les produits chinois. Cela risque d'infléchir durablement la dynamique du commerce mondial. L'Europe sera directement pénalisée. Ce risque sur l'activité ne sera pas compensé par la mise en place de politiques budgétaires expansionnistes en Europe.

L'autre point porte sur l'attitude des Etats-Unis sur l'OTAN, et donc sur la sécurité du monde et de l'Europe en particulier. Surtout si, comme le promet Trump, la guerre en Ukraine est arrêtée en 24 h.

La remise en cause de l'intérêt collectif se constate aussi dans l'accord de Paris que les USA pourraient de nouveau quitter.

Par ailleurs, il était souligné que Chinois et Américains ne s'entendaient sur rien, sauf sur le climat, où la coopération était bonne. Ce ne sera surement plus le cas. Les objectifs des deux pays risquent de diverger.

Pour conclure

La remise en cause des règles ne signifie pas une dynamique stabilisée.

Il serait faux de croire que l'économie laissée à elle-même convergerait vers le sentier de croissance le plus efficace. L'économie a besoin de règles et d'institutions pour fonctionner de façon efficace. Les prix Nobel d'économie, cette année, en témoignent.

Dans un tweet en réaction aux résultats, Olivier Blanchard soulignait : "Je m'en remettrai aux historiens et aux cliomètres. Mais, lorsque le monde est en grande partie gouverné par des autocrates ou des aspirants autocrates, je soupçonne que l'écart type de ce qui peut se produire augmente considérablement."



Donald Trump, la Fed et les cryptomonnaies

La victoire de Donald Trump a été sans ambiguïté. Les investisseurs ont d'ailleurs salué ce succès : le dollar s'est revalorisé et le Dow Jones a grimpé à son plus haut historique.

Pourtant, les propos du nouveau président américain sont porteurs d'interrogations voire d'inquiétude et d'incertitude pour les marchés financiers.

Il y a trois domaines sur lesquels la situation pourrait évoluer. Le premier est la relation entre la Maison-Blanche et la Federal Reserve, le deuxième est la moindre régulation appliquée au Bitcoin et le troisième est celui de la dette publique.

"Ma seule question est de savoir qui est notre plus grand ennemi, Jay Powell ou le Président Xi" (D.Trump sur X)

Durant son premier mandat, Trump pestait contre la hausse des taux de la Fed, considérant que la banque centrale ne devait pas être la seule à décider du niveau des taux d'intérêt. Durant la récente campagne électorale, il a réitéré sa défiance vis à vis de l'institution et de son président.

Il n'est pas le premier président à s'emporter contre la banque centrale. Nixon, Reagan et bien d'autres l'ont fait. Cependant depuis le premier mandat de Clinton et à l'exception de Trump, la Maison-Blanche s'abstient de tout commentaire sur l'institut monétaire, respectant ainsi l'indépendance de ses choix.

* * *

Dans son bras de fer éventuel avec la Fed, le nouveau locataire de la Maison-Blanche dispose de plusieurs armes

- Jay Powell quittera la Fed en Mai 2026. Trump peut attendre cette date pour ensuite placer un de ses affidés.
- Un seul autre membre du FOMC (hors les présidents des banques régionales) va quitter la Fed pour fin de mandat pendant la période Trump. Ce n'est pas suffisant pour inverser les choix qui seront faits.
- Des membres du FOMC pourraient démissionner avant la fin de leur mandat pour permettre un autre choix. Cela s'est déjà vu.
- Trump pourrait démettre Powell de ses fonctions. Celui-ci a répondu, par avance, qu'il ne le ferait pas si Trump le lui demandait. Si le nouveau président décidait de démissionner Powell, l'affaire se terminerait à la Cour Suprême.

On ne connaît pas la stratégie qui sera menée par Donald Trump mais la relation pourrait s'envenimer si, en raison des mesures de politique économique du nouveau président, l'inflation menaçait de repartir à la hausse.

La baisse massive des impôts va alimenter la demande et les taxes douanières feront pression sur les coûts des entreprises. La combinaison des deux sera inflationniste obligeant la Fed à relever son taux d'intérêt de référence.

C'est à ce moment là que les tensions pourraient apparaître puisque Trump souhaite à tout prix des taux d'intérêt bas.

* * *

Une banque centrale conservatrice est, généralement, la garantie d'un taux d'inflation réduit et peu volatil, un peu à l'exemple des 30 dernières années avant la pandémie.

Les banques centrales sont indépendantes pour éviter toute interaction avec le pouvoir politique, réduisant ainsi le risque d'une inflation élevée et persistante.

Si la Maison-Blanche mettait la bride sur le cou de la Fed, la crédibilité de la banque centrale à satisfaire à son objectif de stabilité des prix et à celui de favoriser la croissance pourrait en être affectée en profondeur.

* * *

La question des relations entre le pouvoir centrale et la banque émettrice n'est pas nouvelle mais elle prend une acuité nouvelle avec ce second mandat de Trump. D'abord parce que le nouveau président a une attitude de défiance vis à vis des capacités régulatrices de la banque centrale, ensuite parce que Trump dispose de tous les pouvoirs à Washington. Il pourrait disposer alors des moyens d'infléchir la destinée de l'institution monétaire.

* * *

On ne peut écrire l'Histoire en avance mais si ce pion de réduction de l'indépendance de la Fed était avancé, cela créerait forcément de l'incertitude à la fois sur sur l'allure de l'inflation à venir et sur la capacité à la juguler. Cela alimenterait les anticipations d'un taux d'inflation plus fort qui se traduirait en prime de risque sur les taux d'intérêt. Pendant tout la période de l'épisode inflationniste qui a démarré au printemps 2021, la Fed et les autres banques centrales ont réussi à stabiliser les anticipations inflationnistes, permettant de stabiliser l'économie.



La question de la semaine - 8 novembre 2024

Donald Trump, la Fed et les cryptomonnaies

Dans une économie qui va profondément évoluer, prendre le risque d'avoir un taux d'inflation élevé et volatil n'est certainement pas le bon choix. Une telle menace serait génératrice d'incertitude et donc de réduction de l'horizon économique. A un moment où il faut investir massivement, ce serait indéniablement la mauvaise option.

C'est pour cette raison que je serai attentif à ces développements. Car si la Fed perd en indépendance, le mouvement pourrait être lancé...

Le rôle des cryptomonnaies

Donald Trump est devenu un adepte des cryptomonnaies. De ces déclarations on perçoit la volonté de reconnaître et de réguler ce marché via la SEC. Il a même évoqué la possibilité de mettre 10% des réserves de la Fed en cryptomonnaies.

Ces éléments ont été suffisants pour porter le bitcoin vers un niveau record juste après l'élection.

Ces ouvertures résultant de l'élection présidentielle posent plusieurs questions puisque d'un seul coup ce type d'actif pourrait être légitimé.

Le point majeur porte sur la réflexion associée à la création de ces cryptomonnaies.

L'idée généralement admise est, après les travaux anciens d'Hayek, de mettre les systèmes monétaires en concurrence. Il peut y avoir plusieurs systèmes monétaires qui sont concurrents et non plus un système centré sur une banque centrale régulatrice qui a le monopole d'émission.

La mise en concurrence de systèmes monétaires permet de limiter le risque puisque chaque système est autonome et peut faire faillite. En outre, l'absence de banque centrale implique qu'il n'y a plus de prêteur en dernier ressort alors que c'est l'élément distinctif de l'institution d'émission.

Autrement dit, le système monétaire actuel est remis en cause et le dollar n'aurait plus le monopole de la création monétaire. Ce serait un changement radical.

La capitalisation des cryptomonnaies est de l'ordre de 10% de la capitalisation des TBonds.

La validation de ces monnaies et une régulation souple permettraient de gagner en volume et en valorisation et donc d'être un substitut à la monnaie officielle.

J'ai un doute sur la mise en œuvre de ces types de monnaies. On peut toujours s'interroger sur la question à laquelle la création de ces actifs est sensée répondre. La seule réponse macroéconomique est que ce système concurrentiel viendra remplacer un cadre de monopole d'émission de la monnaie présenté comme à bout de souffle.

L'équilibre monétaire américain en serait bouleversé.

La question de la dette publique

L'irruption de ces nouveaux actifs pourrait poser un véritable problème de cohérence dans le financement de l'économie américaine.

A un moment où le programme économique de Donald Trump est ambitieux avec un coût considérable (entre 7 500 et 8 000 Mds sur les 10 prochaines années) les changements possibles sur la Fed et la dérèglementation des cryptomonnaies jettent un voile d'inquiétude.

Le déficit public associé entrainera une hausse significative de la dette publique américaine. Celle ci représente déjà 122% du PIB américain.

Si la Fed est fragilisée, les taux d'intérêt seront plus élevés en raison notamment d'une prime de risque plus importante.

Si les cryptomonnaies se développent, les actifs alternatifs à la dette publique pourraient être attractifs au regard de l'endettement public.

Ces deux facteurs pourraient alors fragiliser l'architecture financière des Etats-Unis et de l'économie globale compte tenu de la taille du marché américain et parce que la dette publique américaine est intrinsèquement associée à l'actif sans risque.

Les questions restent ouvertes, Donald Trump n'est pas encore assis derrière le bureau ovale, mais on pourrait assister à un bouleversement financier qui n'était prévu dans aucune projection macroéconomique pour les 5 à 10 prochaines années.



L'actu de la semaine

Les évolutions du vote à l'élection présidentielle américaine (2024 vs 2020)

On voit sur le graphe que Donald Trump a gagné sur la plupart des segments des électeurs.

Le mouvement est confirmé pour les hommes blanc peu éduqués qui préfèrent largement Donald Trump puisque l'écart entre les votes vers Trump est supérieur de 40% au vote vers Harris.

Les femmes votent moins pour les démocrates mais restent plutôt démocrates. La surprise est sur les 18-29 ans qui dans d'autres enquêtes avaient tendance, de plus en plus, à voter à gauche.

Enfin les hispaniques, les asiatiques et les Afro-américains ne sont plus systématiquement des réserves de voix pour les démocrates.

Le basculement de l'électorat

Le graphe présente l'évolution des votes pour les Républicains et pour les Démocrates depuis les élections présidentielles de 1996.

Lors de cette consultation, les Républicains qui votaient pour le candidat rouge avaient des diplômes et de bons revenus. Les Démocrates avaient alors un vote plus populaire. C'était la partition que l'on se faisait entre Républicains et Démocrates.

On constate avec le vote de novembre 2024 que les positions se sont progressivement inversées. Le vote Démocrate apparaît plus élitiste que le vote Républicain.

Le prix de l'électricité

Le graphique compare le prix de l'électricité en 2023 dans une quinzaine de pays.

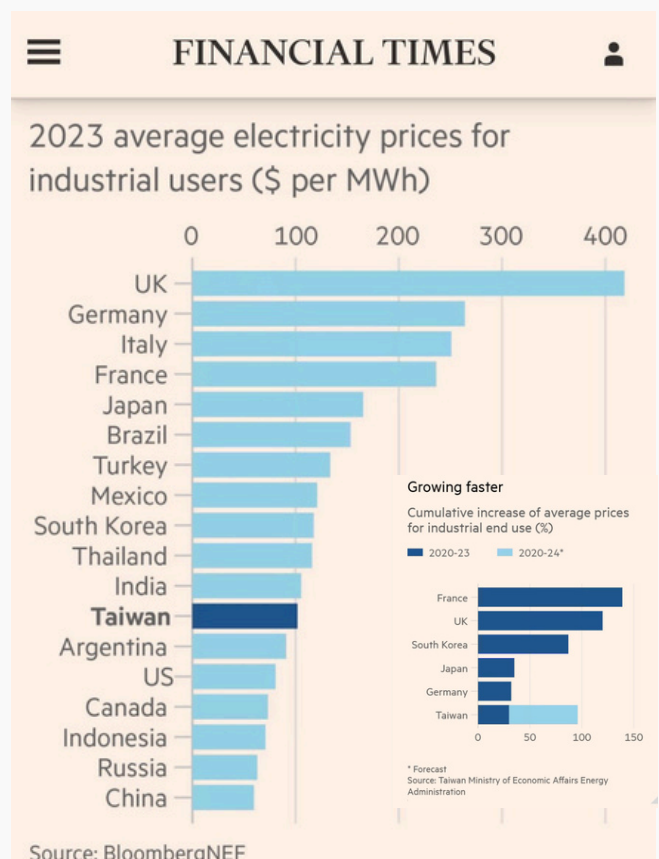
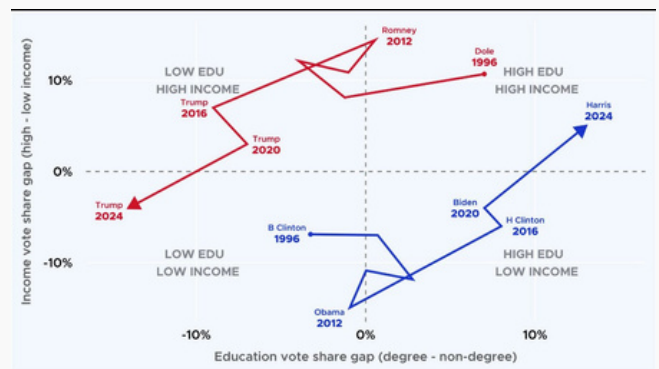
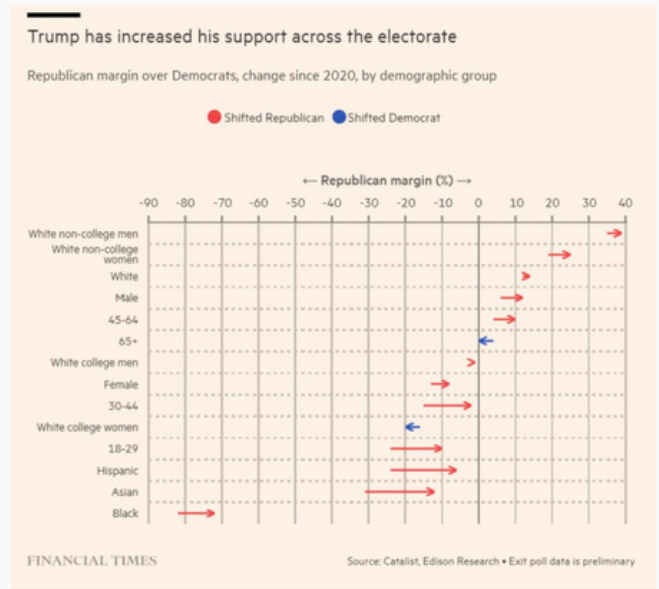
En Europe, Royaume Uni compris, l'effort doit porter sur la baisse du prix de l'électricité. Et cela pour deux raisons:

1 - Pour rester compétitif face à la Chine et aux Etats-Unis

2 - Parce que l'électricité doit être favorisée comme énergie décarbonée pour s'inscrire dans la transition énergétique. La rendre trop cher c'est prendre le risque de continuer à utiliser d'autres énergies dont les prix sont plus bas comme le pétrole ou le gaz.

L'autre point est que pour les industriels, la France est l'économie où les entreprises industrielles sont les plus pénalisées depuis le début de la pandémie.

Est ce compatible avec le renouveau de la politique industrielle souhaité par les gouvernements successifs ? Non.





Croissance et Inflation en Europe

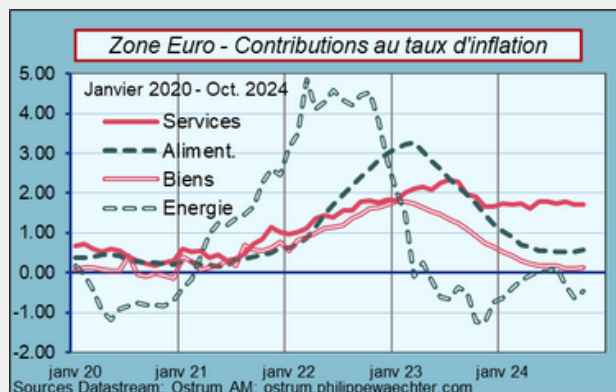
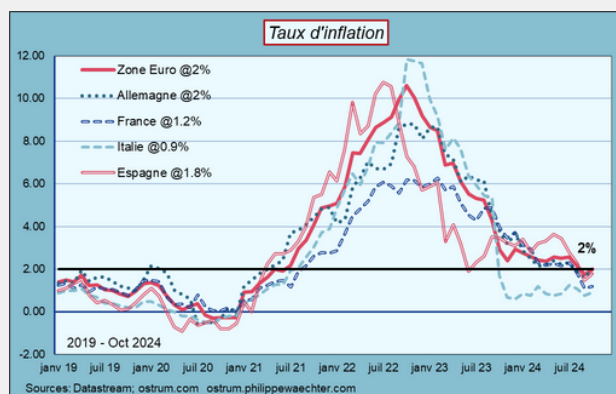
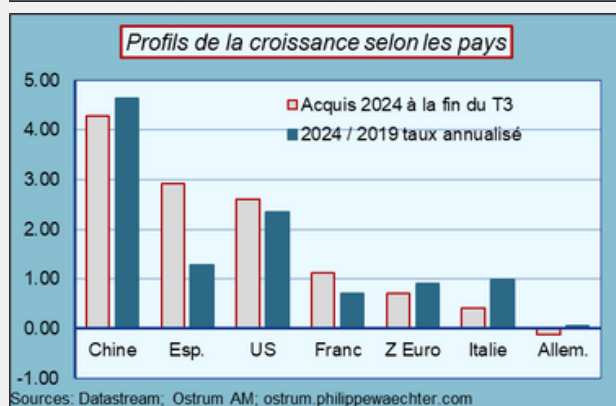
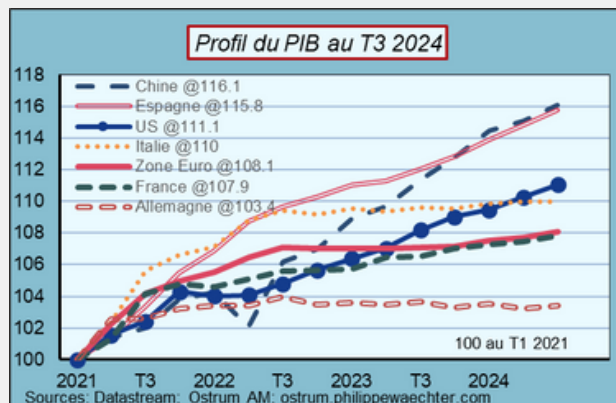
Les chiffres de croissance ont plutôt surpris à la hausse au troisième trimestre. L'Espagne est l'économie qui a l'allure la plus robuste. L'Italie évolue peu depuis le milieu de l'année 2022 (0.2% en taux annualisé). L'Allemagne est en récession tendancielle et la France bénéficie de l'effet JO. La zone Euro progresse modérément.

L'acquis pour 2024 est fort en Espagne à près de 3%, loin devant la France à 1.1%, la zone Euro (0.7%), l'Italie (0.4%) et l'Allemagne (-0.1%). On voit sur le graphe que l'Allemagne a franchement décroché par rapport aux autres pays européens. Son PIB est au même niveau qu'en 2019, ce qui n'est pas le cas des pays comparables. La comparaison montre aussi la robustesse de la Chine et des Etats-Unis en dépit des ralentissements systématiquement avancés pour ces deux pays.

Le taux d'inflation reste très modéré en zone Euro au mois d'octobre en dépit du léger rebond constaté notamment pour le chiffre même de la zone Euro et pour l'Allemagne avec un taux qui revient à 2%.

L'analyse des contributions montre un effet un peu moins négatif qu'en septembre du prix de l'énergie et un peu moins marqué pour l'alimentaire. Ce sont ces deux phénomènes qui expliquent le léger rebond de la hausse des prix en octobre.

Le point à avoir en tête est que la dégradation du marché du travail, notamment en Allemagne, commence à peser sur les négociations salariales. Le taux de salaire en zone Euro a franchement ralenti en septembre et cela tirera les prix des services à la baisse dans les prochains mois. La BCE va pouvoir continuer à réduire ses taux d'intérêt.

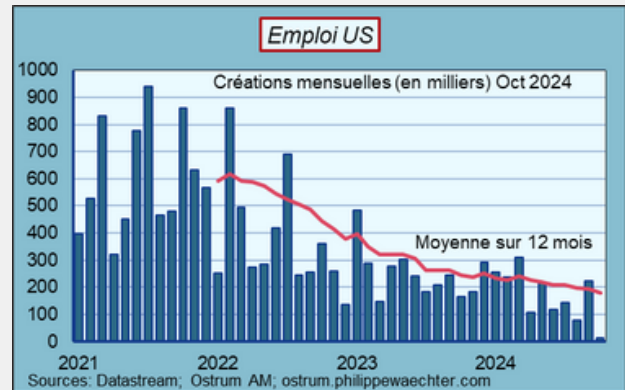




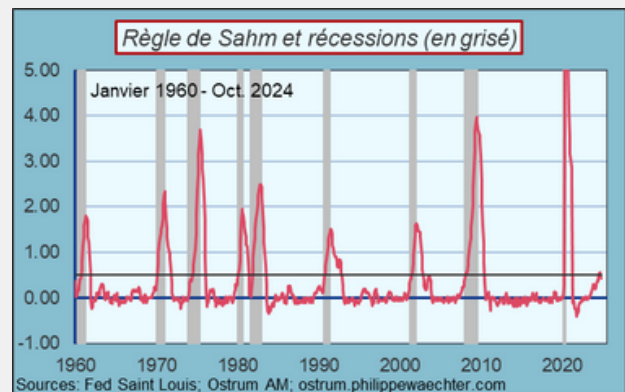
Emploi américain, taux d'épargne américain et cycle chinois



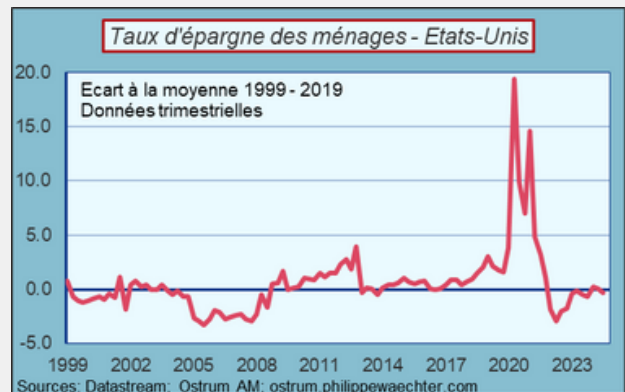
En raison des effets des cyclones et de grèves (Boeing), l'emploi a peu progressé en octobre. La tendance reste à la normalisation du marché du travail américain, ce que souligne la courbe rouge. Le taux de chômage est à 4.1%.



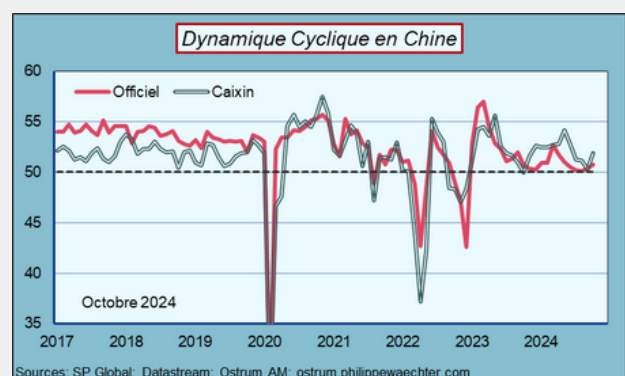
Ce taux de chômage, qui est au centre de la mesure de Claudia Sahm, ne permet pas à l'indicateur de dépasser le seuil de 0.5%. Il s'est inscrit à 0.43% en octobre. Il ne suggère pas l'imminence d'une récession outre-Atlantique. Il n'empêche que la Fed constatant toujours une fragilité sur le marché du travail a réduit son taux de référence pour éviter que cette fragilité ne se propage au reste de l'économie.



Le taux d'épargne américain est comparable à son niveau d'avant pandémie. Les ménages américains qui constatent une hausse de leur revenu réel (revenu hors inflation) ne sont pas obligés de tirer sur leur épargne pour continuer de consommer. Cela ne traduit pas un risque de récession comme en 2008 lorsque le taux d'épargne avait vivement progressé ou comme en 2020 lors de la pandémie.



Le cycle chinois mesuré par les enquêtes auprès des chefs d'entreprise ne s'affaiblit pas à court terme. C'est plutôt une bonne nouvelle pour la dynamique de l'économie globale. Le secteur privé réagit même un peu plus rapidement que le secteur des entreprises publiques.





Emploi en France, ISM, Production Industrielle en zone Euro, consommation en Zone Euro



Pour le deuxième trimestre consécutif, l'emploi salarié privé recule légèrement en France. Sur les deux trimestres le repli est de 53 000 emplois soit -0.25% par rapport au point haut du premier trimestre 2024. Cela se traduit par une amélioration de la productivité (+1.6% par rapport au plus bas sur la période démarrant en 2022). C'est plutôt salvateur.

Néanmoins le repli de l'emploi est cohérent avec la dégradation des enquêtes menées sur ce thème auprès des entreprises. L'excès d'emplois depuis la fin de la pandémie serait il en train de se résorber ?



L'indice ISM repart de l'avant de façon significative. La fragilité constatée dans le secteur manufacturier est largement compensée par la dynamique des services. Trump récupère une économie en situation robuste.

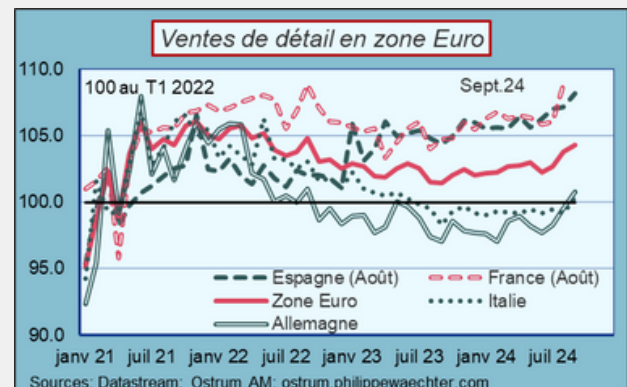
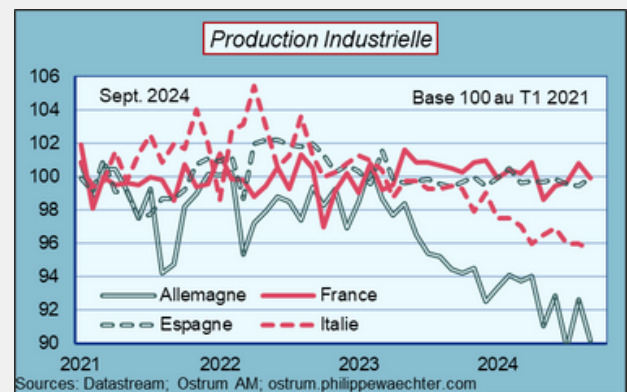
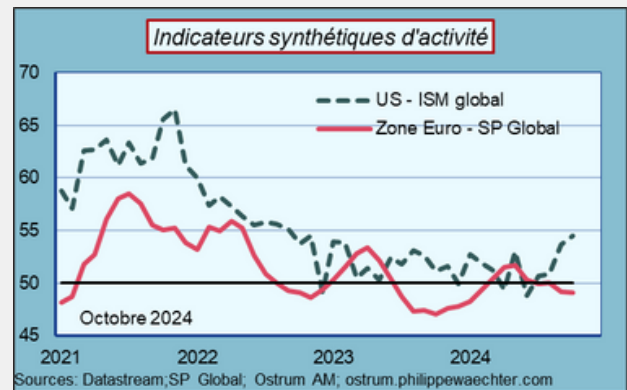
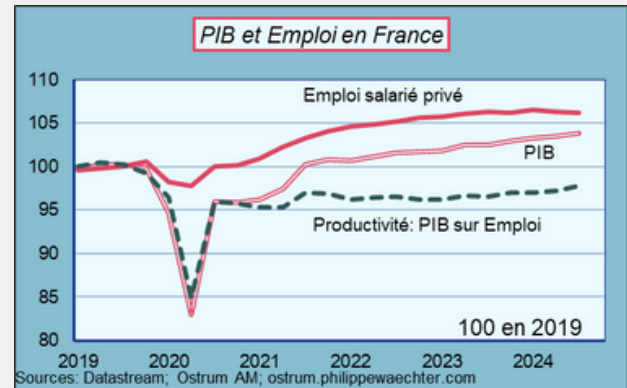
En revanche, l'indice SP Global pour la zone Euro calculé avec la même méthodologie continue de sous performer. Les services s'étiolent et s'inscrivent pour le deuxième mois consécutif sous le seuil de 50.



En septembre, la production industrielle dans les grands pays européens recule. En Allemagne, elle revient à -10% par rapport à la sortie de la pandémie. Pas de rebond en Italie et le repli est significatif en France même si le niveau est celui du T1 2021. La baisse des taux de la BCE est nécessaire et doit continuer.



La bonne nouvelle vient de l'inflexion à la hausse des dépenses des consommateurs en zone Euro. Même l'Allemagne s'améliore. La principale raison est le repli de l'inflation et notamment le recul du prix de l'essence.





Neuf millions de pauvres, un chiffre exagéré

Extraits

La France compte neuf millions de pauvres selon les données 2022 de l'Insee. Comment est-ce possible, dans l'un des pays les plus riches au monde ? À quoi correspondent ces chiffres largement utilisés dans le débat public sans se préoccuper de la méthode de calcul ?

Jusqu'à la fin des années 2010, le seuil de pauvreté utilisé en France était équivalent à la moitié du niveau de vie médian, celui qui partage en deux la population : autant gagne davantage, autant gagne moins. Depuis, l'Insee met en avant, la définition européenne de la pauvreté, c'est-à-dire le seuil à 60 % du niveau de vie médian. Ce bond de 50 à 60 % a tout changé. Pour 2022, le premier seuil est de 1 000 euros, le second, de 1 200 euros. Passer d'un seuil à l'autre fait quasiment doubler le nombre de pauvres, de cinq à neuf millions.

Afficher un chiffre élevé permet de frapper les consciences et d'appeler à la solidarité. La statistique joue un rôle important dans le débat public et peut influencer les politiques mises en œuvre.

Le seuil de pauvreté désormais le plus utilisé est équivalent à 60 % du revenu médian. Ce revenu est de 2 000 euros mensuels pour un célibataire en 2022. Le seuil est donc de 1 200 euros pour une personne seule. En dessous de ce seuil, une personne est considérée comme pauvre.

Ce même seuil équivaut à 1 800 euros pour un couple sans enfant et à 3 000 euros pour un couple avec deux enfants de plus de 14 ans. À ces niveaux de vie, on est bien éloigné des publics qui ont recours aux associations caritatives. Ainsi, la moitié des personnes pauvres aidées par le Secours catholique a moins de 550 euros par mois, moins de la moitié du seuil de pauvreté à 60 %. Ce seuil de 1 200 euros pour une personne seule reflète ainsi des situations sociales hétérogènes.

A force d'élargir le concept de pauvreté, celui-ci change de sens.

Ce qui a deux effets pervers.

1- Il attise les discours qui relativisent l'importance du phénomène : « Le pauvre qui vit dans un HLM, qui a sa télé, son portable et les aides sociales est-il vraiment pauvre ? ».

2- Cette conception élargie de la pauvreté alimente la critique du modèle social français. Comment se fait-il qu'on en soit là alors que l'État dépense autant ? « Si les pauvres en sont là, c'est qu'ils n'ont pas fait ce qu'il fallait et que la société, à force d'aides, ne les « incite » pas assez à reprendre le travail ».

Il n'existe aucun seuil de pauvreté naturellement juste et chacun peut voir le monde comme il l'entend, mais derrière ce débat se profile une façon de comprendre notre société.

Définir les contours de la pauvreté ne doit pas pour autant conduire à minimiser le phénomène en se concentrant sur une poignée d'exclus. Au seuil à 50 % du niveau de vie médian – seuil plus restrictif – notre pays compte déjà cinq millions de pauvres. Un niveau suffisant pour justifier tous les appels à la solidarité.

Source: [Observatoire des inégalités Louis Maurin](https://observatoire-des-inegalites.louis-maurin.fr/) Lien <https://bit.ly/3Awg4ox>



Paris : moins de voies dans le centre, plus de pollution sur le périphérique

Extraits

Les transports motorisés privés engendrent plusieurs externalités négatives. En provoquant des embouteillages, ils entraînent des pertes de temps et une diminution de la productivité, tout en aggravant la pollution de l'air.

Ces enjeux soulignent la nécessité d'implémenter des politiques de transport efficaces dans un contexte urbain en constante évolution.

Deux approches pour réguler le trafic : par la demande et par l'offre.

La péage routier est un exemple de régulation par la demande, qui impose des frais aux conducteurs pour l'utilisation des routes, notamment durant les heures de pointe. Cette stratégie vise à réduire l'utilisation excessive de la voiture tout en favorisant des alternatives comme le covoiturage et les transports publics.

La régulation par l'offre consiste à ajuster la quantité de routes disponibles pour décourager l'usage de l'automobile. Cela peut inclure la création de nouvelles lignes de métro et de pistes cyclables, ou le rationnement de l'espace routier dans certaines villes.

Là régulation doit combiner les deux approches.

Le cas de Paris: la piétonisation des berges de 2016

L'une des politiques emblématiques de la maire de Paris a été la piétonisation des voies sur berges en 2016. Le segment fermé accueillait environ 40 000 véhicules par jour et servait de substitut au périphérique, notamment pour le trafic entre banlieues.

La pollution et la congestion ont été principalement déplacées vers le boulevard périphérique, qui était déjà très congestionné. Ainsi, les voies Ouest-Est du périphérique sud ont vu leur congestion augmenter de 15 %, ajoutant 2 minutes de trajet sur une distance de 10 km. Par conséquent, les effets des voitures additionnelles sont considérables, surtout pour les résidents à proximité, qui ont un revenu moyen inférieur à ceux vivant près des voies sur berges. Ils sont déjà exposés à des niveaux de pollution plus élevés que ceux du centre de Paris. Cela renforce la question d'équité sociale, car ces résidents supportent les coûts élevés de cette politique sans bénéficier des aménagements créés.

Même si l'utilisation de la voiture diminue à court terme, la fermeture d'une route peut entraîner des coûts en temps de trajet et en pollution si le trafic est déplacé vers des routes plus congestionnées. En revanche, les impacts globaux peuvent être atténués si le trafic est orienté vers des routes moins encombrées et si un nombre suffisant de navetteurs abandonnent leur voiture.

Commentaire: La réduction récente de l'offre sur le périphérique (50km/h) et la suppression du transit au centre de la capitale n'auront-ils pas des effets de report au bénéfice du centre et au détriment de ceux qui seront pénalisés par les reports ? Une politique finalement pour satisfaire d'abord les parisiens.

Source [Association Française de Science Economique \(AFSE\)](https://www.afse.fr/) Lea Bou Sleiman Lien <https://bit.ly/4f8Usxw>



La population mondiale

Extraits

Sur le site de l'[Ined - Institut national d'études démographiques](http://ined.fr) amusez vous avec les projections de population des Nations Unies.

C'est très instructif. Le lien indiqué permet de se situer, chacun individuellement, dans le monde, en Europe ou en France.

Dans un onglet plus large vous pourrez retrouver toutes les données démographiques qui vous souhaitez. Des courtes vidéos permettent aussi de comprendre le dynamique de la démographie dans le temps. Très chouette

[La population et moi](#)

ined.fr



Élections américaines : Trump menace de faire reculer les lois environnementales américaines et d'inverser les progrès en matière de climat.

Extraits

En signant la loi historique de 1964 sur la nature sauvage, qui protégeait de vastes étendues de terres publiques américaines, le président Lyndon B. Johnson a qualifié les réglementations environnementales de "plus haute tradition de notre héritage en tant que conservateurs et utilisateurs des abondantes richesses naturelles de l'Amérique". Cet héritage et notre avenir planétaire commun dépendent des électeurs qui défendront fermement cette tradition de gestion.

Les Américains considèrent comme acquis l'eau potable, l'air pur et les forêts saines. Mais à ce moment de l'histoire, la capacité des Américains à s'attendre à un environnement sain et sûr est plus menacée qu'elle ne l'a jamais été.

Les propositions politiques de Donald Trump auraient pour effet de remettre en cause les lois environnementales fondamentales de l'Amérique adoptées dans les années 1960 et 1970. Son Projet 2025 appelle à un "démantèlement de l'ensemble du gouvernement" des lois environnementales du pays et déclare que la structure et la mission de l'Agence de protection de l'environnement "devraient être fortement circonscrites".

Aujourd'hui, peu d'Américains contesteraient la sagesse des décisions visant à ralentir l'exploitation des forêts anciennes, à arrêter la construction de barrages sur les rivières sauvages et à assainir l'air acide des villes américaines. Pourtant, ils assistent à une offensive unique en son genre visant à revenir sur ces victoires durement acquises, tout en sabordant les réalisations révolutionnaires de l'administration de Joe Biden en matière de climat et d'industrie verte.

M. Trump a promis de renvoyer les experts du gouvernement, d'installer des loyalistes à leur place et d'adopter la mentalité "drill, baby, drill" (fore, bébé, fore).

En vidant de sa substance la capacité réglementaire, en réduisant le soutien public à la préparation aux situations d'urgence et en retirant les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, le gouvernement américain mettrait en péril l'avenir du pays.

En 2023, les États-Unis ont subi un nombre record de 28 catastrophes liées au climat pour un coût total de plus de 90 milliards de dollars.

Ces chiffres proviennent de la National Oceanic and Atmospheric Administration, qui, selon le projet 2025, "devrait être démantelée et nombre de ses fonctions supprimées.

L'avenir des exploitations agricoles, des infrastructures, des habitations, des communautés côtières et des forêts américaines est en jeu. À l'approche du jour de l'élection, en cette décennie décisive pour l'action climatique, les Américains devraient se tourner vers le passé pour s'assurer qu'ils ne considèrent pas un environnement sain comme acquis, tout en garantissant un climat sûr pour les générations actuelles et futures.

Source [The Conversation UK](#) [Stephen Lezak](#) [Barbara Haya](#) Lien <https://bit.ly/4ekcw6C>



Les émissions de carbone augmentent désormais plus rapidement qu'avant la pandémie

Extraits

Alors que le monde sortait des confinements liés à la pandémie de Covid-19, de nombreux pays avaient promis de reconstruire leurs économies de manière respectueuse du climat, dans l'espoir que l'effort de relance pourrait accélérer la transition mondiale vers la neutralité carbone. En réalité, c'est l'inverse qui s'est produit.

Au lieu d'une « reprise verte », les émissions mondiales de gaz à effet de serre augmentent beaucoup plus rapidement qu'au cours de la décennie précédant la pandémie mondiale. Les émissions ont augmenté de 1,3 % pour atteindre 57,1 gigatonnes d'équivalent dioxyde de carbone en 2023. Il s'agit d'un taux de croissance annuel bien plus rapide que pendant la décennie 2010-2019, lorsque les émissions ont augmenté en moyenne de 0,8 % par an. En fait, les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont désormais juste en dessous du pic de 59,1 gigatonnes enregistré en 2019.

Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement, toutes les sources d'émissions de gaz à effet de serre, à l'exception de l'utilisation des terres, sont en hausse, alors que les économies continuent de se remettre de la pandémie de Covid-19. Les émissions du transport routier, les fuites des infrastructures pétrolières et gazières telles que les pipelines et les émissions industrielles ont toutes augmenté rapidement en 2023, a déclaré le PNUE, tandis que les émissions de l'aviation ont augmenté de 19,5 %.

L'augmentation des émissions signifie que les chances du monde d'éviter un changement climatique catastrophique se réduisent, a déclaré Inger Anderson du PNUE dans un communiqué. « Le moment de crise climatique est arrivé », a-t-elle déclaré.

Depuis 2015, les nations se sont collectivement engagées à limiter le réchauffement à un niveau aussi proche que possible de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels, mais les objectifs nationaux actuels sont loin d'atteindre cet objectif. Compte tenu des engagements actuels des pays, le monde se dirige vers un réchauffement compris entre 2,6°C et 2,8°C, un état des lieux largement inchangé depuis 2022. En continuant les politiques effectivement menées, le réchauffement serait de 3.1°C.

Les pays doivent soumettre de nouveaux plans nationaux sur le climat d'ici février, avant la conférence sur le climat COP30 qui se tiendra au Brésil en novembre. Ces plans devraient détailler la manière dont les pays réduiront leurs émissions d'ici 2035.

Il est essentiel que les pays se présentent à la table des négociations avec des plans plus audacieux pour réduire leurs émissions. L'objectif de 1,5 °C est toujours techniquement réalisable. « Même si le monde dépasse 1,5 °C – et les chances que cela se produise augmentent chaque jour – nous devons continuer à nous efforcer d'atteindre un monde à zéro émission nette, durable et prospère », a déclaré Anderson.

Source: New scientist [Madeleine Cuff](https://bit.ly/4fc5rpE) Lien <https://bit.ly/4fc5rpE>



À l'approche de l'élection présidentielle de 2024, Trump et Harris présentent leurs arguments finaux à leurs principaux partisans

Extraits

Que révèlent les sondages d'opinion ?

La plupart des sondages annoncent une élection extrêmement serrée, qui sera décidée par un nombre relativement restreint d'électeurs dans une poignée d'États clés comme la Géorgie, la Pennsylvanie et le Wisconsin. L'ancien président Trump s'est rapproché de la vice-présidente Harris dans les sondages depuis deux semaines, mais ces mêmes sondages montrent que Mme Harris a l'avantage parmi les électeurs indécis, en particulier les plus jeunes. Tout dépendra de l'argumentaire du candidat qui s'avèrera le plus convaincant pour les électeurs encore hésitants dans les États clés et, surtout, de la campagne qui parviendra le mieux à mobiliser ses principaux partisans au cours de la dernière semaine de la course.

Que surveiller ?

Les plaidoiries en disent long sur les électeurs dont chaque campagne pense avoir besoin pour gagner. Mme Harris se concentre sur la démocratie dans sa plaidoirie. Elle doit convaincre les républicains modérés et les indépendants qui craignent que Trump ne soit une menace pour la république et conforter son avance considérable dans les sondages auprès des femmes. Qu'en est-il de Trump ? Il redouble d'efforts auprès des électeurs masculins, où il jouit d'une avance à deux chiffres. C'est pourquoi il a participé vendredi dernier à l'émission "The Joe Rogan Experience", un podcast très populaire auprès des jeunes hommes.

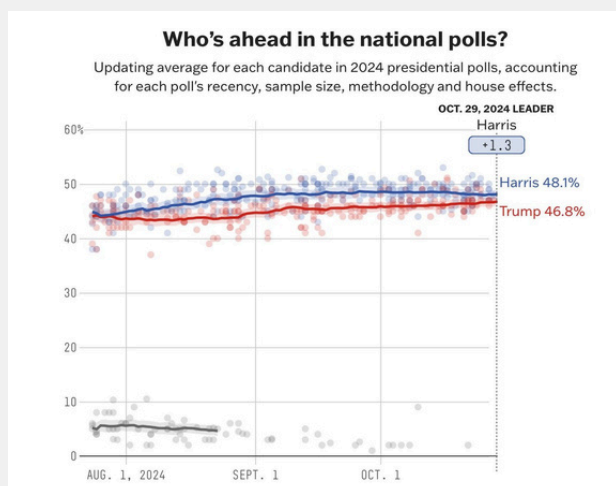
Quelle est l'importance de l'écart entre les sexes ?

Le fossé entre les hommes et les femmes est énorme dans ce cycle électoral. Les femmes penchent fortement en faveur de Harris, tandis que les hommes favorisent fortement Trump. C'est vrai au niveau national, mais aussi, et c'est essentiel, dans les États clés dont Harris et Trump ont besoin pour obtenir une majorité de 270 sièges au collège électoral. Depuis des années, les femmes et les hommes penchent respectivement pour les démocrates et les républicains. Mais ce fossé s'est creusé au cours des derniers cycles électoraux.

Tout dépendra-t-il de la participation ?

De nombreux analystes républicains prédisent avec confiance une victoire de Trump le 5 novembre. Ils s'appuient sur des sondages internes qui montrent que Trump gagne du terrain dans des États clés. Ils pourraient avoir raison, mais il convient de rappeler qu'en 2012, des sondages internes du GOP ont également conduit des républicains influents à prédire que le sénateur de l'Utah Mitt Romney battrait largement le président de l'époque, Barack Obama. Pourquoi se sont-ils trompés ? En un mot, le taux de participation. Le jour de l'élection, M. Obama a fait une percée dans les régions favorables aux démocrates, ce qui a laissé les républicains sans voix. Une fois de plus, le résultat de cette année pourrait dépendre de la qualité de l'opération de terrain des démocrates.

Source: Blog LSE [Peter Trubowitz](https://bit.ly/4f5Js4a) Lien <https://bit.ly/4f5Js4a>





Si Trump gagne!!!

Extraits

Donald Trump et ses plus proches alliés préparent une refonte radicale du gouvernement américain s'il regagne la Maison Blanche. Voici quelques-uns de ses projets : réprimer l'immigration, ordonner au ministère de la Justice de poursuivre ses adversaires, utiliser les troupes américaines sur le territoire national, accroître le pouvoir présidentiel, bouleverser les politiques économiques des États-Unis et se retirer militairement de l'Europe.

Réduire à l'extrême l'immigration illégale

1. Procéder à des déportations massives – atteindre plus d'un million par an.
2. Augmenter le nombre d'agents pour les descentes de l'ICE (U.S. Immigration and Customs Enforcement)
3. Construire des camps pour détenir les immigrants
4. Faire pression sur les autres pays pour qu'ils accueillent les demandeurs d'asile potentiels aux États-Unis
5. Interdire à nouveau l'entrée aux États-Unis des ressortissants de certains pays à majorité musulmane, rétablissant ainsi une version de l'interdiction de voyager que le président Biden avait abrogée en 2021.
6. Tenter de mettre fin à la "citoyenneté de naissance"

Utiliser le ministère de la justice pour poursuivre ses adversaires

M. Trump a déclaré qu'il utiliserait les pouvoirs de la présidence pour se venger de ses ennemis présumés.

1. Ordonner une enquête criminelle sur M. Biden et sa famille
2. Faire inculper ses adversaires pour l'avoir défié politiquement – Il a déclaré que s'il redevenait président et que quelqu'un le contestait politiquement, il pourrait dire : "Descendez et inculpez-le."
3. Cibler les journalistes pour les poursuivre

Utiliser la force militaire au Mexique et sur le sol américain

1. Déclarer la guerre aux cartels de la drogue au Mexique
2. Utiliser des troupes fédérales à la frontière
3. Utiliser des troupes fédérales sur le sol américain

Accroître le pouvoir présidentiel

Modifier l'équilibre des pouvoirs en augmentant l'autorité du président

1. Placer les agences indépendantes sous le contrôle du président
2. Rétablir la pratique de la "mise sous séquestre" des fonds
3. Supprimer les protections de l'emploi de dizaines de milliers de fonctionnaires (non loyaux) de longue date
4. Purger les fonctionnaires des agences de renseignement, des forces de l'ordre, du département d'État et du Pentagone.
5. Nommer des avocats qui béniraient son programme comme étant légal.

Bouleverser les politiques commerciales et autres politiques économiques

1. Imposer un "tarif de base universel", une nouvelle taxe sur la plupart des produits importés.
2. Mettre en œuvre de nouvelles restrictions commerciales sévères à l'encontre de la Chine
3. Réduire les règles imposées aux intérêts commerciaux
4. Prolonger et étendre les réductions d'impôts

Retrait de l'engagement militaire avec l'Europe

1. Potentiellement affaiblir l'OTAN ou retirer les États-Unis de l'alliance
2. Régler la guerre entre la Russie et l'Ukraine "en 24 heures"

Source : [The New York Times](https://www.nytimes.com) Lien <https://nyti.ms/3YkdA4w>



Transition écologique : l'UE face au défi des métaux critiques

Extraits

L'atteinte des objectifs environnementaux ambitieux de l'Union Européenne (UE) nécessite le développement massif de technologies bas-carbone (réseaux électriques, éoliennes, panneaux solaires, véhicules électriques...). Mais pour y parvenir les besoins en métaux critiques (cuivre, nickel, lithium, cobalt, terres rares...) sont très importants.

La demande pour ces métaux est attendue en forte hausse dans les prochaines années, ce qui pénalise l'UE car sa dépendance lui fait payer des prix plus élevés. Ainsi les restrictions aux exports sur les métaux ont-elles été multipliées par cinq depuis 2009, selon l'OCDE.

Capucine Nobletz, chercheuse postdoctorale à l'Institut Louis Bachelier a répondu à des questions

Quel est le niveau de dépendance de l'UE en matière de métaux critiques ?

Aujourd'hui, l'UE est dépendante pour son approvisionnement. Elle dépend ainsi de grandes puissances minières. Sur l'extraction, la Chine extrait 70 % des terres rares mondiales; l'Australie plus de la moitié du lithium mondial; la République Démocratique du Congo plus de 60 % du cobalt monde; le Chili extrait environ 30 % du cuivre et 25 % du lithium dans le monde, alors que le cuivre est utilisé dans la majorité des secteurs des technologies bas carbone; l'Afrique du Sud domine pour l'extraction de platinoïdes. En termes de raffinage, l'UE est mieux positionnée, même si cela reste insuffisant.

L'UE doit réduire sa dépendance en métaux si elle souhaite maintenir une autonomie énergétique face à la transition.

Quelles sont les solutions envisagées par l'UE pour répondre à ses besoins en métaux critiques ?

Le Critical Raw Material Act de mars 2023 -

5 repères:

- (i) 10 % de ses besoins annuels pour chaque matière première critique doivent provenir de l'extraction de son sous-sol
- (ii) 40 % de ses besoins annuels pour chaque matière première critique raffinée doivent provenir de ses industries
- (iii) 15 % de ses besoins annuels en métaux critiques doivent être récupérés grâce au recyclage en accompagnant le développement d'une filière dédiée (qui n'est pas ou peu rentable actuellement)
- (iv) l'UE ne devra pas se fournir à plus de 65 % de chaque métal critique auprès d'un seul pays tiers.

L'échéance est courte et d'autres moyens, en support à ces objectifs, sont envisagés comme la diversification des approvisionnements, l'accélération des autorisations et permis miniers, la mise en place de normes environnementales pour les activités extractives et de raffinage, ou encore le soutien à la recherche. Enfin, d'autres propositions ont été émises, notamment dans le rapport Draghi sur la compétitivité européenne, comme la création d'une plateforme européenne sur les métaux critiques, des instruments de financements, un marché unique du recyclage ou encore la constitution de stocks stratégiques.

Sources: [Caisse des Dépôts et Consignations](#) [Capucine Nobletz](#) Lien <https://bit.ly/4hrpOMC>



Mentions légales

Ostrum Asset Management

Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le n° GP-18000014 du 7 août 2018. Société anonyme au capital de 50 938 997 € – 525 192 753 RCS Paris – TVA : FR 93 525 192 753. Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – www.ostrum.com

Ce document est destiné à des clients professionnels, au sens de la Directive MIF. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Ostrum Asset Management.

Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Ostrum Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables.

Ostrum Asset Management se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Ostrum Asset Management

Ostrum Asset Management ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM/FIA ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé (s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Ostrum Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

Natixis Investment Managers

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International – Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social: 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Belgique: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A., Belgian Branch, Louizalaan 120 Avenue Louise, 1000 Brussel/Bruxelles, Belgium.

En Suisse Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sarl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.